



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVEYRON

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°12-2016-091

PUBLIÉ LE 12 DÉCEMBRE 2016

# Sommaire

## Préfecture Aveyron

12-2016-12-11-001 - Arrêté n° 20161211-01. Mise sous surveillance de deux exploitations atteintes d'Influenza aviaire hautement pathogène H5 (4 pages)	Page 3
12-2016-12-08-009 - Arrêté n° 2016343 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 14 décembre 2016 à RODEZ (4 pages)	Page 8
12-2016-12-08-012 - Arrêté n° 2016343 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 17 décembre 2016 à MILLAU (4 pages)	Page 13
12-2016-12-08-010 - Arrêté n° 2016343 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 17 décembre 2016 à RODEZ (4 pages)	Page 18
12-2016-12-08-013 - Arrêté n° 2016343 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 18 décembre 2016 à MILLAU (4 pages)	Page 23
12-2016-12-08-011 - Arrêté n° 2016343 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 21 décembre 2016 à RODEZ (4 pages)	Page 28
12-2016-12-09-005 - Arrêté n° 2016344 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 18 décembre 2016 à RODEZ (4 pages)	Page 33
12-2016-12-09-003 - Demande d'autorisation d'exploitation commerciale préalable à l'extension du magasin 2A à l enseigne DECOR DISCOUNT pour l'extension d'une surface de vente de 86 m <sup>2</sup> situé sur la commune d'Onet le Château. (3 pages)	Page 38
12-2016-12-12-001 - Modification des statuts du syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène (2 pages)	Page 42
12-2016-12-09-004 - ODJ 423 (1 page)	Page 45

Préfecture Aveyron

12-2016-12-11-001

Arrêté n° 20161211-01. Mise sous surveillance de deux  
exploitations atteintes d'Influenza aviaire hautement  
pathogène H5

PRÉFET DE L'AVEYRON

DIRECTION  
DEPARTEMENTALE  
DE LA COHESION  
SOCIALE ET DE LA  
PROTECTION  
DES POPULATIONS

Arrêté n° **20161211-01** du 11 décembre 2016

Objet : Arrêté de mise sous surveillance de deux exploitations atteintes d'Influenza aviaire **haute**ment pathogène H5 .

---

*LE PREFET DE L'AVEYRON*  
*Chevalier de la légion d'Honneur*  
*Chevalier de l'ordre national du Mérite*

VU la Directive 2005/94/CE du Conseil du 20 décembre 2005 concernant des mesures communautaires de lutte contre l'influenza aviaire et abrogeant la directive 92/40/CEE ;

VU la Décision 2006/437/CE de la Commission du 4 août 2006 portant approbation d'un manuel de diagnostic pour l'influenza aviaire conformément à la directive 2005/94/CE ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L201-1 à L201-13 et L221-1 à L221-9, L223-1 à L 223-8, R223-3 à R223-12, D223-22-2 à D223-22-17 ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article R424-3 ;

VU le décret du 24 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Louis LAUGIER, en qualité de Préfet de l'Aveyron ;

VU l'arrêté du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus et des produits détruits sur ordre de l'administration ;

VU l'arrêté du 10 septembre 2001 modifié fixant des mesures financières relatives à la lutte contre l'influenza aviaire: maladie de Newcastle et influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 18 janvier 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 8 février 2016 relatif aux mesures de biosécurité applicables dans les exploitations de volailles et d'autres oiseaux captifs dans le cadre de la prévention contre l'influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 14 septembre 2016 déterminant des dispositions de lutte transitoires contre l'influenza aviaire hautement pathogène ;

VU le schéma départemental de gestion cynégétique ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 avril 2016 relatif à l'ouverture et à la clôture de la chasse

pour la campagne 2016/2017 dans le département de l'Aveyron ;

VU l'arrêté préfectoral 12 octobre 2015 portant délégation de signature à Monsieur Yves COCHE, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aveyron ;

**CONSIDÉRANT** le rapport d'analyses n° 16121005130301 du 10/12/2016 réalisé par le laboratoire départemental d'analyse et de recherche de la Dordogne ;

**CONSIDÉRANT** le caractère d'urgence ;

**SUR** proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;

#### **ARRETE :**

**Article 1er** – Les exploitations de Madame SERRE et de Madame LAGARRIGUE situées sur la commune de Tayrac au lieu-dit Le Mas del Puech, sont déclarées infectées d'influenza aviaire hautement pathogène H5 et sont placées sous la surveillance du Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de l'Aveyron et du Docteur KERN-BENAIBOUT, vétérinaire sanitaire des élevages.

#### **Article 2 – mesures s'appliquant dans les exploitations atteintes**

Les exploitations sont soumises à l'application **immédiate** des mesures suivantes :

1) Des moyens appropriés de désinfection doivent être utilisés aux entrées et sorties de l'exploitation et des bâtiments hébergeant les oiseaux sauf dérogation du DDCSPP ;

2) Tout mouvement de personnes, de mammifères des espèces domestiques, de véhicules et d'équipement à destination ou en provenance de l'exploitation est soumis au respect des conditions sanitaires fixées par le DDCSPP.

3) L'ensemble des volailles et autres oiseaux captifs détenus dans les deux élevages atteints est mis à mort sans délai et leurs cadavres sont détruits. (Ces opérations doivent être effectuées de manière à éviter tout risque de propagation de l'influenza aviaire, notamment durant le transport) ;

4) Tous les œufs présents dans l'exploitation sont détruits ;

5) Les aliments et tous les produits y compris le fumier, le lisier et la litière susceptibles d'être contaminés sont détruits ou soumis à un traitement assurant la destruction du virus de l'influenza aviaire ;

6) Après l'application des mesures prescrites aux 1, 2 et 3 :

i) Les bâtiments utilisés pour l'hébergement des oiseaux, leurs abords, les véhicules utilisés pour le transport des oiseaux et tous les autres bâtiments, matériels et autres véhicules susceptibles d'être contaminés sont nettoyés et désinfectés conformément au point 7 du présent article ;

ii) Le repeuplement des locaux d'élevage ne peut intervenir qu'au terme d'une période de vingt et un jours après l'achèvement des opérations finales de nettoyage et de désinfection effectuées conformément au point 7 du présent article. Le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations définira les conditions d'utilisation des parcours extérieurs utilisés par les oiseaux avant leur élimination ;

iii) Les oiseaux réintroduits dans l'exploitation conformément au ii) doivent faire l'objet, dans les vingt et un jours qui suivent la date du repeuplement, d'une surveillance. Durant cette même période de vingt et un jours, aucune volaille ou autre oiseau captif ne doit quitter l'exploitation sans l'autorisation préalable du Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations.

7) Si des porcs sont détenus dans les exploitations atteintes, ils doivent être soumis à un examen clinique réalisé par un vétérinaire sanitaire et des prélèvements doivent être réalisés en vue d'analyses de

laboratoire. Aucun porc ne doit quitter les exploitations dans l'attente des résultats de ces analyses.

#### 8) Nettoyage et désinfection

Les opérations de nettoyage et désinfection sont effectuées sous contrôle des services vétérinaires, à l'aide de désinfectants homologués au titre de l'arrêté du 28 février 1957, de manière à assurer la destruction du virus de l'influenza aviaire. En ce qui concerne les locaux d'élevage, ces opérations comportent au minimum trois étapes :

- une étape de nettoyage et de désinfection préliminaire effectuée immédiatement après la mise à mort des oiseaux et leur enlèvement ;
- une étape de nettoyage et de désinfection intermédiaire effectuée au plus tôt vingt-quatre heures après l'étape préliminaire ;
- une étape de nettoyage et de désinfection finale effectuée au plus tôt sept jours après l'étape intermédiaire.

L'utilisation de biocides doit être inscrite dans le registre d'élevage.

#### **Article 3 : levée des mesures**

La zone de protection est levée au plus tôt 21 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites dans toutes les exploitations détenant des oiseaux permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

La zone de surveillance est levée au plus tôt 30 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites, avec résultat favorable, parmi les exploitations listées à l'annexe 2 permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

#### **Article 4 : sanctions**

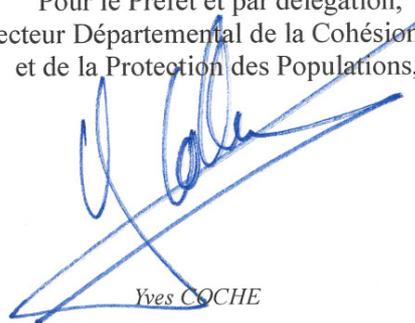
Les infractions aux dispositions des articles 2 à 5 du présent arrêté sont constatées par des procès verbaux ; elles sont passibles selon leur nature et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L.228-3, L.228-4, L.223-6 et L.228-7 et R.228-1 à R.228-10 du code rural et de la pêche maritime.

#### **Article 5 : exécution**

Le Secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, les maires des communes concernées, les vétérinaires sanitaires sont responsables, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aveyron

Fait à Rodez, le 11 décembre 2016

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale  
et de la Protection des Populations,



Yves COCHE

#### *DELAIS ET VOIES DE RECOURS*

*Tout recours contentieux vis à vis de cette décision doit être adressé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision auprès de Tribunal Administratif concerné.*



Préfecture Aveyron

12-2016-12-08-009

Arrêté n° 2016343 autorisant les contrôles d'identité,  
l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des  
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie  
publique ou dans des lieux accessibles au public, le 14  
décembre 2016 à RODEZ



PRÉFET DE L'AVEYRON

PRÉFECTURE

Direction  
des Services du Cabinet  
Pôle de la Sécurité Intérieure

## Arrêté n° 2016343 du 8 décembre 2016

Objet : Autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 14 décembre 2016 à RODEZ

---

LE PRÉFET DE L'AVEYRON  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
*Chevalier de l'ordre national du Mérite*

- VU** le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8<sup>e</sup> alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;
- VU** la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;
- VU** la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
- VU** les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
- VU** la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
- VU** le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

1/4

**VU** le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;

**VU** le décret du 24 septembre 2015 nommant Monsieur Louis LAUGIER, Préfet de l'Aveyron ;

**CONSIDÉRANT** que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

**CONSIDÉRANT** qu'entre le 13 décembre 2016 et le 03 janvier 2017, sera mis en place le marché de Noël sur la Commune de Rodez (12000) qui se situera Place Sainte Catherine, Place Eugène Raynaldy, Place des Jacobins et dans le secteur des Rues Louis Oustry, Rue Camille Douls, rue des Nattes, Rue Aristide Briand, Rue Saint Just, Rue Neuve, Rue Hervé Gardye, Place du Bourg, Place Charles De Gaulle, Place de la Cité. Ce rassemblement devrait amener environ 200 personnes par jour avec des installations de type chalets et patinoire qui seront sur le site pendant la durée de l'événement ainsi que des animations (notamment un circuit avec le petit train), un arrêté municipal ayant été pris pour empêcher l'accès à la rue Louis Oustry.

**CONSIDÉRANT**, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

# ARRÊTE

**Article 1** - Le **mercredi 14 décembre 2016, de 08 heures 00 à 20 heures 00**, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

**Article 2** - Les contrôles mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont effectués dans la commune de RODEZ - 12000- dans le périmètre délimité par les voies suivantes : Place Sainte Catherine, Place Eugène Raynaldy, Place des Jacobins et dans le secteur des Rues Louis Oustry, Rue Camille Douls, Rue des Nattes, Rue Aristide Briand, Rue Saint Just, Rue Neuve, Rue Hervé Gardye, Place du Bourg, Place Charles De Gaulle, Place de la Cité.

**Article 3** - La Secrétaire Générale de la Préfecture,

Le Directeur départemental de la sécurité publique,

Le Commandant du Groupement de la gendarmerie départementale de l'Aveyron,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Rodez,

Le Préfet

Louis LAUGIER

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux**, adressé à  
Monsieur le Préfet de l'Aveyron  
Direction des Services du Cabinet  
Pôle de la sécurité intérieure  
B. P. 715  
12007 RODEZ CEDEX.
  
- **un recours hiérarchique**, adressé à  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Sous-direction des polices administratives  
Bureau des Polices Administratives  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08.
  
- **un recours contentieux**, adressé au  
Tribunal Administratif de TOULOUSE  
68 rue Raymond IV  
31000 TOULOUSE.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture Aveyron

12-2016-12-08-012

Arrêté n° 2016343 autorisant les contrôles d'identité,  
l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des  
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie  
publique ou dans des lieux accessibles au public, le 17  
décembre 2016 à MILLAU



PRÉFET DE L'AVEYRON

PRÉFECTURE

Direction  
des Services du Cabinet  
Pôle de la Sécurité Intérieure

## Arrêté n° 2016343 du 8 décembre 2016

Objet : Autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 17 décembre 2016 à MILLAU

---

LE PRÉFET DE L'AVEYRON  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
*Chevalier de l'ordre national du Mérite*

- VU** le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8<sup>e</sup> alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;
- VU** la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;
- VU** la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
- VU** les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
- VU** la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
- VU** le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
- VU** le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;
- VU** le décret du 24 septembre 2015 nommant Monsieur Louis LAUGIER, Préfet de l'Aveyron ;

1/4

Adresse postale : Place Charles de Gaulle, BP 715, 12007 RODEZ CEDEX – Accueil du public : centre administratif Foch – Accès place Foch  
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : <http://www.aveyron.gouv.fr>  
Téléphone : 05 65 75 71 71 \_ Courriel : [prefecture@aveyron.gouv.fr](mailto:prefecture@aveyron.gouv.fr) \_ Site internet : <http://www.aveyron.gouv.fr>

**CONSIDÉRANT** que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

**CONSIDÉRANT** que le 17 décembre 2016 est organisée la Parade de Noël dans la ville de Millau sur l'itinéraire suivant : rue de la République, place du Mandarous, Bd de l'Ayrolle, rue St Martin et place Emma Calvé ;

**CONSIDÉRANT** que ce trajet accueille à cette occasion un grand rassemblement de public. Ces endroits sont notamment localisés dans le centre-ville de Millau ;

**CONSIDÉRANT**, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

**Article 1** - Le 17 décembre 2016, de 14 heures à minuit, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

**Article 2** - Les contrôles mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont effectués dans la commune de Millau, dans le périmètre délimité par les voies suivantes : rue de la République, rue Montplaisir, plan des Capucins, voie Georges Pompidou, rue du Rec, avenue de Verdun, place des Martyrs de la Résistance, rue Louis Blanc, place Bompaire, Bd Richard, Bd St Antoine, Bd de la Capelle, rue du Rajol, rue du 19 mars 1962, rue Etienne Delmas, Bd Emile Lauret, Avenue Jean Jaurès, rue des Lilas.

**Article 3** - La Secrétaire Générale de la Préfecture,

Le Directeur départemental de la sécurité publique,

Le Commandant du Groupement de la gendarmerie départementale de l'Aveyron,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Rodez,

Le Préfet

Louis LAUGIER

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux**, adressé à  
Monsieur le Préfet de l'Aveyron  
Direction des Services du Cabinet  
Pôle de la sécurité intérieure  
B. P. 715  
12007 RODEZ CEDEX.
  
- **un recours hiérarchique**, adressé à  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Sous-direction des polices administratives  
Bureau des Polices Administratives  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08.
  
- **un recours contentieux**, adressé au  
Tribunal Administratif de TOULOUSE  
68 rue Raymond IV  
31000 TOULOUSE.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture Aveyron

12-2016-12-08-010

Arrêté n° 2016343 autorisant les contrôles d'identité,  
l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des  
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie  
publique ou dans des lieux accessibles au public, le 17  
décembre 2016 à RODEZ



PRÉFET DE L'AVEYRON

PRÉFECTURE

Direction  
des Services du Cabinet  
Pôle de la Sécurité Intérieure

## Arrêté n° 2016343 du 8 décembre 2016

Objet : Autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 17 décembre 2016 à RODEZ

---

LE PRÉFET DE L'AVEYRON  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
*Chevalier de l'ordre national du Mérite*

- VU** le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8<sup>e</sup> alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;
- VU** la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;
- VU** la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
- VU** les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
- VU** la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
- VU** le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

1/4

Adresse postale : Place Charles de Gaulle, BP 715, 12007 RODEZ CEDEX – Accueil du public : centre administratif Foch – Accès place Foch  
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : <http://www.aveyron.gouv.fr>  
Téléphone : 05 65 75 71 71 \_ Courriel : [prefecture@aveyron.gouv.fr](mailto:prefecture@aveyron.gouv.fr) \_ Site internet : <http://www.aveyron.gouv.fr>

**VU** le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;

**VU** le décret du 24 septembre 2015 nommant Monsieur Louis LAUGIER, Préfet de l'Aveyron ;

**CONSIDÉRANT** que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

**CONSIDÉRANT** qu'entre le 13 décembre 2016 et le 03 janvier 2017, sera mis en place le marché de Noël sur la Commune de Rodez (12000) qui se situera Place Sainte Catherine, Place Eugène Raynaldy, Place des Jacobins et dans le secteur des Rues Louis Oustry, Rue Camille Douls, rue des Nattes, Rue Aristide Briand, Rue Saint Just, Rue Neuve, Rue Hervé Gardye, Place du Bourg, Place Charles De Gaulle, Place de la Cité. Ce rassemblement devrait amener environ 200 personnes par jour avec des installations de type chalets et patinoire qui seront sur le site pendant la durée de l'événement ainsi que des animations (notamment un circuit avec le petit train), un arrêté municipal ayant été pris pour empêcher l'accès à la rue Louis Oustry.

**CONSIDÉRANT**, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1** - Le **samedi 17 décembre 2016, de 08 heures 00 à 20 heures 00**, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

**Article 2** - Les contrôles mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont effectués dans la commune de RODEZ - 12000- dans le périmètre délimité par les voies suivantes : Place Sainte Catherine, Place Eugène Raynaldy, Place des Jacobins et dans le secteur des Rues Louis Oustry, Rue Camille Douls, Rue des Nattes, Rue Aristide Briand, Rue Saint Just, Rue Neuve, Rue Hervé Gardye, Place du Bourg, Place Charles De Gaulle, Place de la Cité.

**Article 3** - La Secrétaire Générale de la Préfecture,

Le Directeur départemental de la sécurité publique,

Le Commandant du Groupement de la gendarmerie départementale de l'Aveyron,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Rodez,

Le Préfet

Louis LAUGIER

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux**, adressé à  
Monsieur le Préfet de l'Aveyron  
Direction des Services du Cabinet  
Pôle de la sécurité intérieure  
B. P. 715  
12007 RODEZ CEDEX.
  
- **un recours hiérarchique**, adressé à  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Sous-direction des polices administratives  
Bureau des Polices Administratives  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08.
  
- **un recours contentieux**, adressé au  
Tribunal Administratif de TOULOUSE  
68 rue Raymond IV  
31000 TOULOUSE.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture Aveyron

12-2016-12-08-013

Arrêté n° 2016343 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 18 décembre 2016 à MILLAU



PRÉFET DE L'AVEYRON

PRÉFECTURE

Direction  
des Services du Cabinet  
Pôle de la Sécurité Intérieure

## Arrêté n° 2016343 du 8 décembre 2016

Objet : Autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 18 décembre 2016 à MILLAU

---

LE PRÉFET DE L'AVEYRON  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
*Chevalier de l'ordre national du Mérite*

- VU** le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8<sup>e</sup> alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;
- VU** la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;
- VU** la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
- VU** les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
- VU** la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
- VU** le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;
- VU** le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;
- VU** le décret du 24 septembre 2015 nommant Monsieur Louis LAUGIER, Préfet de l'Aveyron ;

1/4

Adresse postale : Place Charles de Gaulle, BP 715, 12007 RODEZ CEDEX – Accueil du public : centre administratif Foch – Accès place Foch  
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : <http://www.aveyron.gouv.fr>  
Téléphone : 05 65 75 71 71 \_ Courriel : [prefecture@aveyron.gouv.fr](mailto:prefecture@aveyron.gouv.fr) \_ Site internet : <http://www.aveyron.gouv.fr>

**CONSIDÉRANT** que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

**CONSIDÉRANT** que le 18 décembre 2016 est organisée la Parade de Noël dans la ville de Millau sur l'itinéraire suivant : rue de la République, place du Mandarous, Bd de l'Ayrolle, rue St Martin et place Emma Calvé ;

**CONSIDÉRANT** que ce trajet accueille à cette occasion un grand rassemblement de public. Ces endroits sont notamment localisés dans le centre-ville de Millau ;

**CONSIDÉRANT**, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

**Article 1** - Le **18 décembre 2016**, de **14 heures à minuit**, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

**Article 2** - Les contrôles mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont effectués dans la commune de Millau, dans le périmètre délimité par les voies suivantes : rue de la République, rue Montplaisir, plan des Capucins, voie Georges Pompidou, rue du Rec, avenue de Verdun, place des Martyrs de la Résistance, rue Louis Blanc, place Bompaire, Bd Richard, Bd St Antoine, Bd de la Capelle, rue du Rajol, rue du 19 mars 1962, rue Etienne Delmas, Bd Emile Lauret, Avenue Jean Jaurès, rue des Lilas.

**Article 3** - La Secrétaire Générale de la Préfecture,

Le Directeur départemental de la sécurité publique,

Le Commandant du Groupement de la gendarmerie départementale de l'Aveyron,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Rodez,

Le Préfet

Louis LAUGIER

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux**, adressé à  
Monsieur le Préfet de l'Aveyron  
Direction des Services du Cabinet  
Pôle de la sécurité intérieure  
B. P. 715  
12007 RODEZ CEDEX.
  
- **un recours hiérarchique**, adressé à  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Sous-direction des polices administratives  
Bureau des Polices Administratives  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08.
  
- **un recours contentieux**, adressé au  
Tribunal Administratif de TOULOUSE  
68 rue Raymond IV  
31000 TOULOUSE.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture Aveyron

12-2016-12-08-011

Arrêté n° 2016343 autorisant les contrôles d'identité,  
l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des  
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie  
publique ou dans des lieux accessibles au public, le 21  
décembre 2016 à RODEZ



PRÉFET DE L'AVEYRON

PRÉFECTURE

Direction  
des Services du Cabinet  
Pôle de la Sécurité Intérieure

## Arrêté n° 2016343 du 8 décembre 2016

Objet : Autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le 21 décembre 2016 à RODEZ

---

LE PRÉFET DE L'AVEYRON  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
*Chevalier de l'ordre national du Mérite*

- VU** le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8<sup>e</sup> alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;
- VU** la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;
- VU** la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
- VU** les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
- VU** la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
- VU** le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

1/4

Adresse postale : Place Charles de Gaulle, BP 715, 12007 RODEZ CEDEX – Accueil du public : centre administratif Foch – Accès place Foch  
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : <http://www.aveyron.gouv.fr>  
Téléphone : 05 65 75 71 71 \_ Courriel : [prefecture@aveyron.gouv.fr](mailto:prefecture@aveyron.gouv.fr) \_ Site internet : <http://www.aveyron.gouv.fr>

**VU** le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;

**VU** le décret du 24 septembre 2015 nommant Monsieur Louis LAUGIER, Préfet de l'Aveyron ;

**CONSIDÉRANT** que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

**CONSIDÉRANT** qu'entre le 13 décembre 2016 et le 03 janvier 2017, sera mis en place le marché de Noël sur la Commune de Rodez (12000) qui se situera Place Sainte Catherine, Place Eugène Raynaldy, Place des Jacobins et dans le secteur des Rues Louis Oustry, Rue Camille Douls, rue des Nattes, Rue Aristide Briand, Rue Saint Just, Rue Neuve, Rue Hervé Gardye, Place du Bourg, Place Charles De Gaulle, Place de la Cité. Ce rassemblement devrait amener environ 200 personnes par jour avec des installations de type chalets et patinoire qui seront sur le site pendant la durée de l'événement ainsi que des animations (notamment un circuit avec le petit train), un arrêté municipal ayant été pris pour empêcher l'accès à la rue Louis Oustry.

**CONSIDÉRANT**, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1** - Le **mercredi 21 décembre 2016, de 08 heures 00 à 20 heures 00**, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

**Article 2** - Les contrôles mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont effectués dans la commune de RODEZ - 12000- dans le périmètre délimité par les voies suivantes : Place Sainte Catherine, Place Eugène Raynaldy, Place des Jacobins et dans le secteur des Rues Louis Oustry, Rue Camille Douls, Rue des Nattes, Rue Aristide Briand, Rue Saint Just, Rue Neuve, Rue Hervé Gardye, Place du Bourg, Place Charles De Gaulle, Place de la Cité.

**Article 3** - La Secrétaire Générale de la Préfecture,

Le Directeur départemental de la sécurité publique,

Le Commandant du Groupement de la gendarmerie départementale de l'Aveyron,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Rodez,

Le Préfet

Louis LAUGIER

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux**, adressé à  
Monsieur le Préfet de l'Aveyron  
Direction des Services du Cabinet  
Pôle de la sécurité intérieure  
B. P. 715  
12007 RODEZ CEDEX.
  
- **un recours hiérarchique**, adressé à  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Sous-direction des polices administratives  
Bureau des Polices Administratives  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08.
  
- **un recours contentieux**, adressé au  
Tribunal Administratif de TOULOUSE  
68 rue Raymond IV  
31000 TOULOUSE.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture Aveyron

12-2016-12-09-005

Arrêté n° 2016344 autorisant les contrôles d'identité,  
l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des  
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie  
publique ou dans des lieux accessibles au public, le 18  
décembre 2016 à RODEZ



PRÉFET DE L'AVEYRON

PRÉFECTURE

Direction  
des Services du Cabinet  
Pôle de la Sécurité Intérieure

## Arrêté n° 2016344 du 9 décembre 2016

Objet : Autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, le **18 décembre 2016 à RODEZ**

---

LE PRÉFET DE L'AVEYRON  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
*Chevalier de l'ordre national du Mérite*

- VU** le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8<sup>e</sup> alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;
- VU** la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;
- VU** la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;
- VU** les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;
- VU** la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;
- VU** le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

1/4

Adresse postale : Place Charles de Gaulle, BP 715, 12007 RODEZ CEDEX – Accueil du public : centre administratif Foch – Accès place Foch  
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : <http://www.aveyron.gouv.fr>  
Téléphone : 05 65 75 71 71 \_ Courriel : [prefecture@aveyron.gouv.fr](mailto:prefecture@aveyron.gouv.fr) \_ Site internet : <http://www.aveyron.gouv.fr>

**VU** le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;

**VU** le décret du 24 septembre 2015 nommant Monsieur Louis LAUGIER, Préfet de l'Aveyron ;

**CONSIDÉRANT** que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

**CONSIDÉRANT** que le dimanche 18 décembre 2016 entre 17 H 30 et 18 H 30, il sera organisé le défilé de Noël sur la commune de Rodez (12000). Cette manifestation organisée par les associations sportives de la commune va regrouper environ 1000 personnes (enfants et accompagnateurs) qui vont revêtir pour l'occasion leur équipement de sport. Le défilé se fera sous la forme d'une retraite aux flambeaux. L'affluence du public n'est pas estimée quant à présent. Le départ se fera de la place des Ruthènes. Le défilé empruntera ensuite l'Avenue Victor Hugo, la Place d'armes, le boulevard Gambetta, la rue Louis Blanc, la place du bourg, la rue des Nattes, la place Eugène Raynaldy, la rue Louis Oustry, la rue Aristide Briand, et enfin la place de la Cité où la manifestation se disloquera. Un arrêté municipal prévoit les fermetures des voies de circulation empruntées par le cortège, le temps du passage de celui-ci.

**CONSIDÉRANT**, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

## ARRÊTE

**Article 1** - Le **dimanche 18 décembre 2016, de 16 heures 30 à 19 heures 30** , les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

**Article 2** - Les contrôles mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont effectués dans la commune de RODEZ (12000) dans le périmètre délimité par les voies suivantes : Place des Ruthènes, l'avenue Victor Hugo, la Place d'armes, Bd Gambetta, Rue Louis Blanc, Place du Bourg, Rue des nattes, Place Eugène Raynaldy, Rue Louis Oustry, Rue Aristide Briand, et enfin la place de la Cité.

**Article 3** - La Secrétaire Générale de la Préfecture,

Le Directeur départemental de la sécurité publique,

Le Commandant du Groupement de la gendarmerie départementale de l'Aveyron,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera adressée à :

– Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Rodez,

Le Préfet

Louis LAUGIER

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux**, adressé à  
Monsieur le Préfet de l'Aveyron  
Direction des Services du Cabinet  
Pôle de la sécurité intérieure  
B. P. 715  
12007 RODEZ CEDEX.
  
- **un recours hiérarchique**, adressé à  
Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques  
Sous-direction des polices administratives  
Bureau des Polices Administratives  
Place Beauvau  
75800 PARIS CEDEX 08.
  
- **un recours contentieux**, adressé au  
Tribunal Administratif de TOULOUSE  
68 rue Raymond IV  
31000 TOULOUSE.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Préfecture Aveyron

12-2016-12-09-003

Demande d'autorisation d'exploitation commerciale  
préalable à l'extension du magasin 2A à l'enseigne  
DECOR DISCOUNT pour l'extension d'une surface de  
vente de 86 m<sup>2</sup> situé sur la commune d'Onet le Château.

PREFECTURE

Direction  
de la Coordination des  
Actions et des Moyens  
de l'État

PREFET DE L'AVEYRON

Arrêté du 9 décembre 2016

**O B J E T** : Demande d'autorisation d'exploitation commerciale préalable à l'extension du magasin 2A à l enseigne DECOR DISCOUNT pour l'extension d'une surface de vente de 86 m<sup>2</sup> situé sur la commune d'Onet le Château.

**Composition de la commission départementale d'aménagement commercial.**

---

**LE PREFET DE L'AVEYRON**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code du Commerce et notamment le titre V du livre VII ;

**VU** le code de l'urbanisme ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;

**VU** le décret n°2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2015072 - 0001 du 13 mars 2015 fixant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial de l'Aveyron ;

**VU** la demande présentée par la SAS D2D, promoteur du projet, en vue de l'extension du magasin 2A pour l'exploitation d'une surface de vente demandée de 86 m<sup>2</sup>, situé Pole comtal Sud, sur la commune de Onet le Château, enregistrée sous le n°423, au registre des demandes de création et d'extension des magasins de commerce de détail ;

Sur proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron

### **AR R E T E**

**ARTICLE 1:** Placée sous la présidence du préfet ou de son représentant (fonctionnaire du corps préfectoral affecté dans le département), la commission départementale d'aménagement commercial chargée de statuer sur la demande de la SAS D2D, promoteur du projet, est composée comme suit :

- monsieur le maire de la commune de Onet le Château ou son représentant élu du conseil municipal ;
- monsieur le président de Rodez Agglomération ou son représentant ;
- monsieur le président du syndicat mixte du SCOT Centre Ouest Aveyron ou son représentant ;
- madame la présidente du Conseil Régional ou son représentant ;
- monsieur le président du Conseil Départemental ou son représentant ;
- monsieur Nicolas BESSIERE, maire de Gabriac, représentant les maires au niveau départemental ou Madame Geneviève GASQ - BARES, maire de Condom d'Aubrac;
- monsieur Arnaud VIALA, président de la Communauté de Communes Lévezou Pareloup, représentant les intercommunalités au niveau départemental ou Madame Annie BEL pour la Communauté de Communes du Pays Saint Serninois ;
- Quatre personnalités qualifiées respectivement en matière de consommation, d'aménagement du territoire et de développement durable :
- madame Myriam CLERMONT, représentant UFC, ou une des personnalités qualifiées dans le domaine de la consommation désignée à l'article 2 (B) de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2015 susvisé,
- monsieur Andre DEPUILLE, représentant INDECOSA CGT , ou une des personnalités qualifiées dans le domaine de la consommation désignée à l'article 2 (B) de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2015 susvisé,
- monsieur Dominique JACOMET, représentant le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Aveyron (CAUE), ou une des personnalités qualifiées dans le domaine de l'aménagement du territoire, désignée à l'article 2 (B) de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2015 susvisé,
- monsieur Philippe VIDAL, architecte DPLG, ou une des personnalités qualifiées dans le domaine du développement durable, désignée à l'article 2 (B) de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2015 susvisé.

**Article 2:** L'instruction de la demande est confiée au directeur départemental des territoires qui rapporte le dossier (ou son représentant ).

**Article 3:** La Secrétaire Générale de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission départementale d'aménagement commercial, à la SAS D2D, promoteur du projet, et sera annexé au procès verbal de la commission.

Fait à Rodez, le 9 décembre 2016

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale,

**Dominique CONSILLE**

:

Préfecture Aveyron

12-2016-12-12-001

Modification des statuts du syndicat d'alimentation en eau  
potable de la Viadène

PRÉFET DE L'AVEYRON

PREFECTURE

Arrêté n°

du 12 décembre 2016

Direction  
des Relations avec les  
Usagers et les Collectivités

Bureau des Collectivités  
Territoriales

Objet : Modification des statuts du syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène

---

LE PRÉFET DE L'AVEYRON  
*Chevalier de la Légion d'honneur*  
*Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1617-1 et L.1617-4,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU l'arrêté préfectoral, en date du 29 août 1960, autorisant la création du syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène,

VU l'arrêté préfectoral, en date du 10 mai 1965, autorisant l'adhésion de la commune de Graissac au syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène,

VU l'arrêté préfectoral, en date du 23 juin 1969, portant adhésion des communes de Entraygues – Espalion – Estaing – Saint Côme d'Olt – Cassuéjols – La Terrisse – Soulagès Bonneval – Montpeyroux – Le Cayrol – Le Nayrac – Florentin la Capelle et Coubisou au syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène,

VU l'arrêté préfectoral n°72-814 en date du 17 avril 1972 autorisant le retrait de la commune de Cassuéjols au syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène,

VU l'arrêté préfectoral n°72-2382 en date du 12 octobre 1972 autorisant l'adhésion de la commune de St Symphorien de Thénières au syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène,

VU l'arrêté préfectoral n°92-0869 en date du 6 mai 1992 autorisant l'adhésion partielle de la commune de Cassuéjols au syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène,

VU l'arrêté préfectoral n°98-1027 en date du 12 mai 1998 portant modification des statuts du syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène,

VU l'arrêté préfectoral n°2006-289-14 en date du 16 octobre 2006 portant adhésion de la commune de Curières au syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène,

VU l'arrêté préfectoral n°2007-232-9 du 20 août 2007 portant retrait de la commune de Saint Côme d'Olt au syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène,

VU le courrier de la Direction Départementale des Finances Publiques, en date du 28 novembre 2016, portant désignation du comptable en matière de restructuration de PNC ou de collectivité,

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

**- A R R E T E -**

**Article 1** – A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le comptable assignataire du syndicat d'alimentation en eau potable de la Viadène est le Trésorier d'Argence et Carladez .

**Article 2** - La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Président du SIAEP de la Viadène et les Maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont il sera fait mention au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron.

Fait à Rodez, le 12 décembre 2016

**Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale**

**Dominique CONSILLE**

Conformément aux dispositions de l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse 68, rue Raymond IV B.P. 7007 31068 TOULOUSE CEDEX 7 dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron ou de sa notification.

Un recours gracieux peut également être exercé, durant le délai de recours contentieux, auprès de mes services. Ce recours gracieux interrompra le délai de recours contentieux qui ne courra, à nouveau, qu'à compter de ma réponse. A cet égard, l'article R.421-2 du code précité stipule que "le silence gardé pendant deux mois sur une réclamation, par l'autorité compétente, vaut décision de rejet".

Préfecture Aveyron

12-2016-12-09-004

ODJ 423



## PRÉFET DE L'AVEYRON

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES ACTIONS ET DES MOYENS DE L'ÉTAT

Bureau de la vie économique  
et des activités réglementées

### COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL

Séance du 5 JANVIER 2017

### ORDRE DU JOUR

11 H

- ◆ Demande d'autorisation d'exploitation commerciale préalable à l'extension du magasin 2A à l'enseigne DECOR DISCOUNT par l'extension d'une surface de vente de 86 m<sup>2</sup> situé, Pole Comtal Sud, à Onet le Château .
- ◆ SAS D2D, promoteur du projet, représentée par M.Philippe LAURENT et Mme Marie LAURENT .